

Source	<i>Les Échos</i>
Date	29 novembre 2007
Signé par	Gérard MOATTI

Corporatisme et étatismes ont fini par faire des ravages : rigidité du travail, blocage des réformes, piètre performance économique et sociale.

La France se distingue des autres nations par son degré élevé d'étatisme et de corporatisme. Et les Français, par leur défiance mutuelle et leur incivisme. Propos de café du commerce ? Pas du tout : ces propositions sont non seulement scientifiquement fondées, mais aussi très logiquement articulées entre elles. Elles font l'objet et d'un petit livre publié juste avant les grèves de novembre, mais qui en offre un lumineux commentaire.

Les auteurs, économistes réputés, nous enseignent l'art de mesurer l'impalpable en exploitant des enquêtes d'opinion – non pas ces sondages de circonstance bricolés au gré de l'actualité, mais de vastes consultations internationales qui permettent de dégager les différences d'attitude entre 1es peuples sur des questions fondamentales, et de repérer leurs évolutions dans le temps. Ainsi, la *World Values Survey*, menée périodiquement dans quelque 25 pays développés, montre que, par la proportion de ses habitants qui n'accordent « aucune confiance » à la justice, au Parlement, aux syndicats, la France figure systématiquement parmi les cinq premiers. À la question : « *En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres, ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?* », la proportion de Français qui optent pour confiance dépasse, à peine 20 % (contre près de 70 % chez les Suédois et les Norvégiens) ce qui les classe au 3^e rang de la défiance, après les Turcs et les Portugais...

Incivisme

Défiance d'ailleurs parfaitement fondée, puisque nos compatriotes se classent aussi parmi les champions de l'incivisme : ce sont eux qui se montrent les plus indulgents à l'égard de comportements malhonnêtes – « *réclamer indûment des aides publiques* » ou « *accepter des pots-de-vin dans l'exercice de ses fonctions* ». On objectera qu'être indulgent à l'égard d'un incivisme ne signifie pas qu'on le pratique soi-même. Mais de petits « faits statistiques » corroborent les enquêtes d'opinion. Expérience menée périodiquement par un magazine canadien dans 14 pays européens et aux États-Unis : dans chaque pays sont « égarés » vingt portefeuilles contenant l'équivalent de 50 dollars, et une carte mentionnant les coordonnées du propriétaire supposé ; le taux de restitution, de 100 % au Danemark et en Norvège, est de 61 % en France, ce qui la classe au 11^e rang sur 15.

Cette « société de défiance » est une réalité relativement récente en France – nos auteurs le démontrent en s'appuyant, là encore, sur des enquêtes précises. À quoi peut-on l'attribuer ? Au modèle social mis en place après la guerre, caractérisé par le corporatisme et l'étatisme. Un indicateur du corporatisme, le nombre de régimes publics de retraite : un en Irlande, deux au Danemark ou au Royaume-Uni, dix en France. Or l'octroi de droits sociaux en fonction du statut crée à la fois l'injustice et l'opacité, donc la méfiance réciproque. Quant à l'étatisme, il dénature le rôle des syndicats en vidant le dialogue social de son contenu.

Effets pervers

Les auteurs n'ont pas de mal à montrer les effets pervers de cette double caractéristique : rigidité du marché du travail, concurrence insuffisante, blocage des réformes et, finalement, piètre performance économique et sociale à une époque où – à la différence des Trente Glorieuses – l'innovation et la réactivité sont devenues des facteurs essentiels de croissance et de bien-être. On regrette seulement que les solutions proposées pour sortir de l'impasse ne soient pas aussi argumentées que la description de nos handicaps.